



novembre 2010

Aux salariés des organismes de formation.

Les 5 organisations syndicales représentatives de la Formation Professionnelle Continue, soussignées s'adressent à chacun(e) d'entre vous :

Nous détenons, par la loi, votre mandat pour négocier au niveau national avec les représentants de vos employeurs (la Fédération de la Formation Professionnelle (FFP affiliée au MEDEF) vos conditions d'emploi, de travail et de rémunération qui se trouvent dans le texte de votre convention collective nationale (N° IDCC: 1516 brochure 3249 au JO) qui est « la loi » de la profession à laquelle aucun employeur ne peut déroger (dans un sens plus défavorable... le mieux étant toujours permis).

UNE DETERMINATION UNANIME

Nous avons pris l'initiative, en mars dernier, de rompre des négociations qui duraient depuis plusieurs mois au motif que la FFP avait mis sur la table, pour la catégorie des formateurs, un «chantage» que nous avons jugé inacceptable à savoir le refus de négocier les salaires sans l'acceptation de notre part d'abandonner le temps de préparation (PR) conventionnel.

Nous sommes, certes, conscients que le marché de la formation se contracte : les employeurs qui veulent jouer le jeu ont de plus en plus de difficultés à se maintenir dans la compétition qui fait rage. En effet, de nombreuses entreprises (commerciales et associatives) sont rachetées par des financiers dont les préoccupations sont très éloignées des investissements dans la qualité des services fournis. Dans le même temps se développent des pratiques qui tendent à supprimer le « salariat » en proposant aux salariés, en toute illégalité, d'opter pour le statut de travailleurs indépendants, d'auto-entrepreneurs, de passer par le portage salarial tout en les assurant de leur fournir du travail... dans ce contexte le travail dissimulé apparaît.

Certaines entreprises développent aussi le télé travail « off shore » à 2 ou 3 euros de l'heure par sociétés-écran interposées,

échappant ainsi, pour le moment, à la législation sociale nationale.

Notre branche est soumise à de fortes turbulences : dépôts de bilan, redressements judiciaires, rachats et concentrations... et ce sont les salariés qui sont les premières victimes.

DES EXIGENCES LOYALES

Dans ce contexte, la seule référence reste notre convention collective nationale avec le code du travail vous permettant d'avoir une base juridique pour continuer à faire valoir vos droits et nous mesurons notre responsabilité à votre égard dans la défense des quelques acquis du socle conventionnel qui demeure incontournable à ce stade du dialogue avec la FFP :

- le temps de travail spécifique des formateurs qui inclut un temps de préparation forfaitaire pour chaque heure de formation dispensée.
- Les 5 jours mobiles des formateurs qui équivalent à une 6^{ème} semaine de congés payés.
- Une limitation forte du recours aux CDD dits d'usage qui, quand ils sont conclus, donnent le droit à une prime d'usage de 6% du salaire brut.
- Un régime de prévoyance de qualité pour tous les salariés.

LA RAISON DOIT L'EMPORTER

La FFP vient d'élire un nouveau Président pour sa commission sociale. Nous espérons une évolution plus favorable de nos relations pour un vrai dialogue social.

L'intersyndicale rappelle que miser sur la qualité des formations et sur des équipes motivées sont des gages réels de survie et de développement des organismes de formation.

VOTRE SOUTIEN NOUS EST INDISPENSABLE !

Nous nous adressons à vous pour que vous fassiez vôtres les exigences que nous avons adressées à la FFP :

Concernant les négociations, les organisations syndicales de salariés exigent :

1. Que la délégation employeur fasse **la preuve d'un mandat clair** lui permettant de négocier
2. **Une information loyale** par le partage de toutes les informations détenues par la délégation patronale.

Concernant les rémunérations, les organisations syndicales de salariés exigent

1. Une **revalorisation** du premier niveau conventionnel de la grille (A1) au dessus du SMIC,
2. La fixation du **premier niveau cadre (F) au plafond de la SS**,
3. le réaménagement **d'écarts significatifs entre les niveaux** pour éviter le tassement de la grille,

Concernant les classifications, les organisations syndicales de salariés exigent une évolution de carrière :

1. Par la **refonte de la grille** pour prendre en compte l'évolution des métiers du secteur par la progression automatique dans la grille.

Nous vous demandons de diffuser largement cet appel à la vigilance et à la mobilisation : la raison doit l'emporter : seule la qualité des formations dispensées peut sauver notre branche professionnelle d'une totale déréglementation pour une seule raison financière !